



bulletin d'analyses et de discussions marxistes

www.npa-debatrevolutionnaire.org

N° 6 - vendredi 29 mai 2009

Dans ce numéro :

- **Votez pour la contre-offensive du monde du travail, votez NPA !**
- **Des « pères fondateurs » à la crise, l'échec de l'Europe capitaliste, terrain pour l'émergence d'une Europe des travailleurs et des peuples**
- **150^{ème} anniversaire de la parution de « l'Origine des espèces » - Evolution et émergence des sociétés humaines**

Votez pour la contre-offensive du monde du travail, votez NPA !

Dans la seule journée du mardi 26 mai, quatre entreprises (Euro Distribution Alimentaire, Goodyear, ABB et Altis) ont annoncé à elles seules près de 2 500 licenciements. Le lendemain, le gouvernement annonçait que ce sont 28 000 postes qui ont été supprimés en 2008 dans la fonction publique (5100 de plus que 22 900 officiellement prévus !) et que 31 000 de plus disparaîtraient en 2009 et 34 000 en 2010. En même temps, chaque jour, sans « plan social », sans annonce au journal télévisé, sans bruit, des milliers de travailleurs sont jetés à la rue par simple « fin de contrat » CDD ou intérim. L'Unedic vient de publier des chiffres qui donnent la mesure du prix payé par les classes populaires : près de 4,4 millions de travailleurs seront chômeurs à la fin de l'année toutes catégories confondues, soit 639 000 de plus en un an. Autant de drames, de familles plongées dans le désarroi et la misère, tandis que les salaires baissent et que la proportion de travailleurs payés au SMIC est passée en un an de 12,9 % à 14,1 %.

Et à l'autre bout du décor, l'argent continue de couler à flots, les fortunes de s'étaler : l'ex-PDG de Valéo vient ainsi de justifier ses 3,2 millions d'€ de prime de départ : « *Je ne trouve pas illogique, après vingt années passées dans une entreprise que je quitte contre mon gré, de partir avec deux années de salaire* » soit, exactement, 260 années de salaire au SMIC !

Face à ce cynisme, aux conséquences dramatiques de la crise du capitalisme, la campagne menée par les grands partis institutionnels qui se disputent places et postes, à mille lieues des préoccupations quotidiennes des classes populaires, ne peut que susciter l'indifférence, le rejet.

Pour quelques voix de plus, Sarkozy déploie à grand renfort de médias son zèle sécuritaire, fait de la surenchère avec Darcos dans les écoles, promettant détecteurs de métaux, fouille, et proposant de transformer les conseillers d'éducation en police auxiliaire. Pendant ce temps, les flics d'Alliot-Marie arrêtent des enfants de 6 et 10 ans à la sortie de l'école. « *C'est la criminalité qui crée la misère !* » provoque Sarkozy et, dans un même élan, il flatte les préjugés hostiles aux travailleurs immigrés, en particulier en s'opposant à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. Quant au Parti socialiste, qui n'a fondamentalement pas d'autre politique face à la crise que d'appeler le gouvernement à renflouer une nouvelle fois les entreprises, il appelle sans rire à « *changer maintenant* » et au « *vote utile* ». Mais utile à quoi ?

Tous promettent de remettre en ordre l'Europe et le capitalisme, de protéger la population face aux ravages de la mondialisation. Qui peut les croire ? Les mêmes se sont relayés depuis plus de 25 ans au pouvoir dans toute l'Europe et leur politique libérale, entièrement soumise aux intérêts des multinationales, des financiers et des patrons, a plongé l'ensemble des pays européens dans la récession.

Débat révolutionnaire est animé par des militants du **Nouveau Parti Anticapitaliste**

Raymond Adams - Pascal Adams - Alex Bachmann - Gérard Barthélémy - Cathy Billard - Jean-François Cabral - Michel Deboeuf
Sébastien Di Nicolantonio - Séverine Duval - Yvan Lemaitre - Galia Trépère - Isabelle Ufferte

Pour nous contacter, s'abonner à cette lettre : dr@npa-debatrevolutionnaire.org

Alors oui, il y a de quoi être écoeuré de tant de démagogie, de cynisme. Mais justement, ces élections doivent servir à le dire, elles sont l'occasion d'un vote pour dire notre révolte, pour affirmer haut et fort nos exigences, notre volonté de rendre les coups.

Faire de son bulletin un acte politique pour armer les luttes sociales

Il est possible, nécessaire, de faire de son bulletin de vote un geste de riposte, un geste positif, utile.

Alors que les confédérations syndicales prennent les militants à contrepied, déroutent, refusant d'organiser la colère autour d'un programme clair de revendications, le vote NPA sera l'affirmation de la nécessaire riposte, du besoin de la préparer.

Mardi 26 mai, jour de « mobilisation » intersyndicale « décentralisée », bien des militants ne cachent pas leur amertume, leur sentiment de gâchis face à l'absence de perspectives et l'éclatement organisé. Le décalage est croissant entre la révolte du monde du travail et le bluff des directions confédérales, leur adaptation face au pouvoir. Si les manifestations du 26 n'ont rassemblé que la minorité militante voulant, sans illusion, utiliser cette journée à son propre compte pour affirmer sa volonté de riposte, cette volonté reste vive et profonde parmi de larges couches du monde du travail. Les 72 % de la population favorables aux grèves n'ont pas disparu, la grande majorité solidaire des travailleurs séquestrant les patrons licenciés non plus. Et les grèves dures, déterminées, comme celle de 8 semaines à EDF ou de 4 semaines à RFI, celles qui éclatent comme au journal *20 minutes* et la multitude de conflits locaux contre les licenciements, les externalisations, pour les salaires, en témoignent.

L'éditorialiste du journal patronal *Les Echos* conseillait le 26 mai au pouvoir de « ne pas se réjouir » expliquant, lucide : « un pays où des millions de personnes défilaient dans les rues il y a encore deux mois n'est pas plus entré en résignation prolongée qu'il n'était la veille au bord de la révolution. Si lassitude il y a, c'est moins celle du moteur de la manifestation que de sa méthode, restée bien traditionnelle. L'essoufflement de mai annonce peut-être un second souffle social ».

C'est ce souffle social qu'il faut anticiper, préparer, en discutant non seulement de la méthode mais en posant les questions politiques : quelles revendications, quel programme pour unifier les luttes ?

Il devient une évidence pour des masses de plus en plus larges de militants, de salariés, de jeunes, que la riposte ne pourra se construire que sous la pression de la base elle-même s'organisant pour coordonner les luttes d'une entreprise à l'autre, d'un secteur à l'autre, pour s'opposer aux licenciements, aux « suppressions de postes », à la destruction des services publics, pour exiger la hausse des salaires, en un mot refuser de payer leur crise.

C'est le sens, la véritable portée de notre campagne que d'être l'écho, le prolongement politique de cette prise de conscience, de l'affirmation de cette nécessité.

Il n'y a pas d'un côté les luttes sociales et de l'autre le combat politique, électoral, mais un seul et même combat anticapitaliste mené sur tous les fronts, utilisant tous les outils. La campagne se situe dans un tournant, un moment où pour bien des militants l'heure est non seulement à la colère mais aussi aux questionnements, aux bilans, et notre campagne y participe, elle contribue à la politisation du mouvement social.

Le pouvoir, le patronat profitent de tous les temps morts, de chaque occasion pour tenter de pousser l'avantage, accentuer l'offensive. C'est leur raison d'être, la seule politique possible du capital, ils mènent leur guerre de classe qui ne connaît d'autre « régulateur » que le rapport de force, la lutte organisée du monde du travail pour exiger son dû. Les attaques et provocations s'accumulent : vote du travail le dimanche, campagne de l'UMP pour le travail à domicile pendant les arrêts maladie, loi sur la mobilité des fonctionnaires intégrant la possibilité de licenciement... Dans le même temps, le gouvernement, nerveux, accentue la répression contre les classes populaires et l'ensemble du mouvement social. En témoignent entre autre la répression des grévistes d'EDF ou encore le maintien en détention sans raison, pendant 6 mois, de Julien Coupat que le parquet a dû se résoudre à laisser sortir faute de l'ombre d'un début de preuve.

Dire ce qu'on pense, ne pas laisser faire

Notre campagne est une campagne politique pour appeler les travailleurs, la population à préparer la contre-offensive et à dire ce qu'ils pensent, à ne pas laisser faire.

Voter pour les listes NPA sera un geste politique clair pour dire que ça suffit, que nous refusons la course à la rentabilité financière qui conduit le monde dans le mur, ruine la société, détruit l'environnement. Un geste pour exiger le droit de chacune et chacun à un travail et un revenu décent et garanti, l'interdiction des licenciements, la répartition du travail entre tous, 300 € de plus pour tous et pas de revenu inférieur à 1500 € net. Pour affirmer la nécessité de la nationalisation des banques et du crédit pour créer un pôle financier unique au service des investissements pour satisfaire les besoins de la population, sous son contrôle.

Un geste qui remet en question le droit qu'une minorité s'est arrogé de diriger et décider pour tous, qui pose le problème du contrôle démocratique de la société par ceux qui la font réellement tourner, qui en produisent les richesses, en clair la question du pouvoir.

Ce geste est important, il comptera. S'il peut envoyer des militants anticapitalistes au Parlement européen, ce sera un appui matériel et politique, modeste certes mais au service de la contre-offensive du monde du travail, pour aider à la convergence des luttes. Et quoi qu'il en soit, ce vote sera un encouragement, une étape pour aider à préparer la suite, préparer le prochain « *souffle social* ».

Isabelle Ufferte

Au sommaire

Des « pères fondateurs » à la crise, l'échec de l'Europe capitaliste, terrain pour l'émergence d'une Europe des travailleurs et des peuples

La crise financière partie des Etats-Unis en septembre 2008 s'est propagée et développée en crise économique et sociale dans l'ensemble du monde à une vitesse foudroyante. La récession frappe aujourd'hui l'Union européenne avec plus de violence que les Etats-Unis.

Bien conscients de cette expression de leur faillite politique, les partis qui alternent ou cohabitent au pouvoir depuis 25 ans cherchent par tous les moyens à masquer leur bilan et à se dédouaner de leurs responsabilités. L'UMP en campagne veut « *une Europe qui protège* », mais c'est pour l'avenir, et Sarkozy à Nîmes, le 5 mai dernier, a écarté toute discussion sur son bilan et celui du gouvernement.

Harlem Désir, pour le Parti socialiste, dénonce « *une Europe qui manque, une Europe défaillante* » et désigne les « *responsables* », « *ceux qui sont majoritaires dans les institutions européennes* », oubliant que le PSE est la plupart du temps main dans la main avec le PPE au Parlement européen et qu'en Allemagne, CDU et SPD ont formé un gouvernement de coalition.

Or cette crise, c'est bien la politique des classes dirigeantes dont ils sont les représentants qui en est responsable et c'est peu dire que la construction européenne n'a en rien protégé nos économies. Elle est au contraire au cœur de la crise, en tant qu'instrument de l'offensive contre les droits des travailleurs et des peuples qui a exacerbé les contradictions du système capitaliste : surabondance de capitaux dégagés par l'augmentation des profits tirés de la surexploitation d'un côté, réduction des capacités de consommation à cause des licenciements et de la baisse du coût du travail de l'autre.

Dans son discours à Nîmes, Sarkozy a fustigé « *L'Europe de l'impuissance [...] qui n'exprime aucune volonté, qui ne fait pas de politique et qui, par conséquent, sert de variable d'ajustement à toutes les politiques du monde* ». On connaît l'argument, il nous a été servi suffisamment souvent par les tenants du Oui au TCE en 2005, par la droite comme par le PS : la constitution, loin d'être l'expression juridique de la mondialisation libérale, devait ouvrir au contraire, en renforçant les institutions européennes, des possibilités de maîtriser celle-ci et de lui faire contre-poids. Avec quelle hypocrisie ceux qui ont mis en œuvre, consciemment, systématiquement, toutes les mesures de déréglementation financière, fiscale et sociale depuis 25 ans, peuvent-ils prétendre aujourd'hui que la situation créée par ces politiques ne serait que le résultat d'une mondialisation qui leur échappe totalement, d'un processus quasi-inconscient qui se serait imposé contre leur volonté !

Mensonge aussi que cette fable de l'Europe des Pères fondateurs, à laquelle Sarkozy oppose l'Europe de l'impuissance : « *C'était l'Europe qui avait décidé de ne plus se faire la guerre à elle-même, de ne plus s'autodétruire, c'était l'Europe qui avait décidé de ne plus assassiner sa jeunesse dans la boue répugnante des tranchées, l'Europe qui avait tiré les leçons d'une histoire tragique. [...] L'Europe des pères fondateurs c'est l'Europe qui a cherché son salut dans l'action, l'Europe qui a fait le pari insensé, et qui l'a gagné, qu'après les deux guerres les plus meurtrières de l'Histoire, en travaillant ensemble les peuples qui se haïssaient apprendraient à mieux se comprendre, à mieux se respecter et, peut-être, à s'aimer.* »

A entendre Sarkozy, ce serait les peuples européens qui seraient responsables des deux guerres mondiales tandis que leurs classes dirigeantes, elles, auraient œuvré, dans une volonté de paix, après la deuxième guerre mondiale, à la construction européenne.

La réalité est toute autre. Les prétendus choix idéologiques ou volontés politiques des classes dirigeantes ne servent qu'à habiller les véritables mobiles de leur politique, leurs intérêts de classe, en fonction, à chaque époque, du rapport de force avec les classes exploitées et avec leurs rivales à l'échelle internationale.

L'Europe de l'offensive libérale dans la continuité de l'Europe des Pères fondateurs

1) Une coopération économique imposée aux bourgeoisies européennes par l'hégémonie de l'impérialisme américain

C'est seulement parce qu'elles ont été comme pacifiées par l'hégémonie de l'impérialisme américain, à la fin de la deuxième guerre mondiale, que les bourgeoisies européennes se sont engagées dans la construction européenne.

Toute leur histoire, qui a été en même temps l'histoire du monde moderne, avait été marquée par leurs rivalités, une lutte féroce pour se partager le monde qui déboucha par deux fois sur une guerre généralisée.

C'est seulement à la fin de la deuxième guerre mondiale, lorsqu'une nouvelle guerre les opposant fut devenue impossible, que les puissances européennes établirent entre elles une certaine forme de coopération économique.

Dans un premier temps sous l'impulsion directe des Etats-Unis, dont l'économie ne pouvait fonctionner à plein que si l'économie européenne, ruinée et dévastée par la guerre, redémarrait. Ce fut, en 1947, le plan Marshall. Les Etats-Unis qui déversèrent en Europe des millions de dollars refusèrent de négocier Etat par Etat. Ils exigèrent que tous les pays européens se concertent pour définir leurs besoins, établir un « *programme commun de relèvement* » et assurer la stabilité de leurs monnaies. Dans le même temps, ils enrôlèrent ces Etats dans l'OTAN pour contrebalancer l'influence de l'URSS qui contrôlait alors toute l'Europe de l'Est.

Les Etats-Unis avaient tout intérêt à cette coopération entre pays européens. Il était indispensable que les pays européens ne soient pas fermés les uns aux autres pour que leurs capitaux et marchandises puissent y évoluer librement.

Ils pratiquèrent d'ailleurs cette politique à l'échelle du monde entier, créant à la même époque l'ONU, le FMI, la Banque Mondiale et le GATT, l'ancêtre de l'OMC. Ils souhaitaient imposer, sur la base du nouveau rapport de forces issu de la guerre, un retour au libre-échange qui leur permettrait de s'ouvrir les marchés des puissances européennes et de mettre fin aux chasses gardées constituées par les Empires coloniaux.

Dix ans plus tard, en 1957, les Etats de six pays européens établirent par le Traité de Rome, l'union douanière qu'était le Marché Commun. Cette coopération était d'autant plus nécessaire que la révolte des peuples était en train de mettre fin à cette manne que représentaient pour les bourgeoisies les marchés protégés de leurs colonies. Il fallait assurer à leurs économies, bien incapables de concurrencer la puissante économie américaine, un marché privilégié.

Or celui-ci était encore hérissé de barrières douanières, chaque pays taxant lourdement les importations (45 % sur les matières premières et 20 % sur les produits finis, en France, 15 % sur les produits finis et 60 % sur les matières premières, en Allemagne, par exemple).

Le Traité de Rome, signé par la France, l'Allemagne, la Belgique, le Luxembourg, les Pays Bas et l'Italie, qui instituait la CEE, Communauté Economique Européenne, prévoyait la disparition progressive, sur 12 ans, des tarifs douaniers entre membres de la CEE et la mise en place d'un tarif douanier commun vis-à-vis de l'extérieur.

Pendant cette période, la croissance des profits avait été assurée essentiellement par la croissance de la production due aux immenses besoins et marchés créés par les destructions de la seconde guerre mondiale.

C'est avec l'aide de leurs Etats que les bourgeoisies européennes avaient d'abord reconstruit puis modernisé leurs infrastructures et leur industrie pour les rendre plus compétitives. Dans tous les pays, les Etats leur offrirent subventions et marchés protégés. Ils favorisèrent une concentration poussée du capital qui donna naissance dans les grands secteurs de l'industrie à deux ou trois grands trusts nationaux.

De 1961 à 1971 la productivité progressa en Europe de deux tiers dans l'industrie et de 100 % dans l'agriculture. La production et le marché des biens de consommation tels que machines à laver, voitures, téléviseurs connurent un véritable boom.

Le marché commun, en ouvrant les pays d'Europe les uns aux autres s'ouvrait également aux marchandises et aux capitaux américains. Les investissements en provenance des Etats-Unis furent multipliés par 4 entre 1958 et 1966 et le nombre des filiales américaines passa de 1 200 en 1957 à 4 000 en 1966.

Les échanges à l'intérieur de la communauté, furent multipliés par 6 entre 1958 et 1972 alors que ceux avec les pays extérieurs ne l'étaient que par 2,5. Les Six réalisaient entre eux le tiers de leur commerce extérieur en 1958, et plus de la moitié en 1970.

Au point que les droits de douanes furent complètement supprimés au premier juillet 1968.

2) L'acte unique dans le cadre des accords du Gatt : les débuts de l'offensive de la mondialisation capitaliste et libérale

Cependant, la construction européenne, bien que s'élargissant à six nouveaux Etats (Royaume-Uni, Irlande et Danemark en 1973, Grèce en 1981, Espagne et Portugal en 1986), ne dépassa pas le stade d'une union douanière jusqu'au milieu des années 80.

Contraintes à la coopération économique, les bourgeoisies européennes n'en restaient pas moins rivales. Cette contradiction entre les besoins liés à l'internationalisation de l'économie et le maintien des frontières et des Etats nationaux en tant qu'instruments des différentes bourgeoisies pour assurer leurs privilèges, a marqué toute l'histoire de la construction européenne.

Mais celle-ci connut une nouvelle impulsion sous la pression du mouvement global de la mondialisation capitaliste.

Depuis la fin des années 1960, l'économie capitaliste était entrée dans une phase de déclin, provoquée par la saturation progressive des marchés et la baisse du taux de profit.

A partir des années 1980, dans tous les pays impérialistes, les groupes capitalistes, aidés par leurs gouvernements, se lancèrent dans une offensive ouverte contre la classe ouvrière. Reagan et Thatcher donnèrent le coup d'envoi de cette politique, bientôt suivis de Mitterrand.

La rentabilisation des grosses entreprises par l'injection de subventions et par les restructurations, après l'élimination de celles qui étaient incapables de faire face à la concurrence, permit la relance des profits. Mais ces profits ne furent pas réinvestis dans la production, ou seulement dans une faible mesure. Ils s'investirent en priorité sur les marchés financiers, alimentant la flambée des Bourses. Ces spéculations rendaient d'autant plus vitale la nécessité d'un accroissement incessant des profits tirés de la production par l'aggravation de l'exploitation et la rentabilisation forcée de toutes les capacités productives par leur restructuration et leur concentration à l'échelle mondiale.

C'est pour répondre à ces besoins des trusts que l'ouverture des frontières, qui avait piétiné dans les années 70, s'accéléra à partir de 1986. Les 12 membres de la Communauté Européenne signèrent cette année-là l'Acte Unique par lequel ils s'engageaient à établir à la date du 31 décembre 1992 un « *grand marché unique, un espace, sans frontières intérieures, dans lequel doit être assurée la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux* ».

Cet accord s'inscrivait, bien que formellement indépendant, dans le nouveau cycle de négociations du GATT, baptisé Uruguay Round, engagé à cette date sous la houlette des Etats-unis, et qui se conclut 7 ans plus tard, en 1993, par la signature d'accords décrétant la libéralisation complète de tous les marchés de matières premières et de biens manufacturés, des capitaux, ainsi que la disparition des monopoles publics et l'ouverture des marchés publics à la concurrence étrangère.

En 1990, fut mise en application la libéralisation complète des marchés financiers et du mouvement des capitaux, permettant à n'importe quel capitaliste ou société d'investir sur n'importe quelle place financière du monde, 24 heures sur 24, sans aucune limitation. Cette liberté complète donnée à tous les détenteurs de

capitaux conduisit à une accélération faramineuse de leurs déplacements sur les marchés financiers en vue de spéculations boursières et monétaires. Elle permit également que s'opèrent à l'échelle de la planète entière les restructurations des trusts, leur concentration par achats, fusions et OPA. 90 % des investissements directs extérieurs y furent consacrés de 1986 à 1991.

3) La création de l'euro, une monnaie unique sans Etat, expression de la contradiction insoluble de la construction européenne

Avec la création de l'euro, décidée à Maastricht en 1992, les bourgeoisies européennes essayèrent d'apporter une solution à un problème devenu désormais crucial: la coexistence sur un même marché de plusieurs monnaies nationales.

A travers le problème de la monnaie, s'exprime cette contradiction fondamentale du capitalisme, entre le développement international de la division du travail, de la production et des échanges, et les barrières nationales, les frontières et les Etats nationaux. Le pouvoir d'émettre sa propre monnaie est un des privilèges auquel les Etats nationaux sont le plus attachés. Ils se servent de celle-ci pour soutenir leur bourgeoisie dans la concurrence qui les oppose aux autres et transférer sur leur population, par exemple par l'inflation, les frais engendrés par leur politique de subventions à leurs capitalistes.

Tant que l'économie était en phase d'expansion, la coexistence de plusieurs monnaies nationales sur le même marché de la CEE, comme d'ailleurs sur le marché mondial, ne posait pas de trop gros problèmes parce que leur valeur était relativement stable. Le système monétaire international était basé sur le dollar dont la stabilité était assurée par sa convertibilité en or, et les capitaux étant essentiellement destinés aux investissements productifs, il n'y avait pas, ou quasiment pas de spéculation monétaire pouvant faire varier brutalement la valeur des monnaies.

En 1971, la crise du dollar mit fin au système monétaire international existant depuis 1945. Les Etats-Unis avaient eu recours à grande échelle à la planche à billets pour financer leurs dépenses de guerre en Corée et au Vietnam. Le dollar déprécié cessant d'inspirer confiance, ils furent contraints de mettre fin à sa convertibilité en or. Le dollar se mit à flotter, de même que toutes les autres monnaies du monde.

Au début des années 90, la libéralisation des marchés de capitaux aggrava tous les déséquilibres. Les marchés nationaux, jusqu'alors réglementés, s'ouvrirent à la concurrence des investisseurs mondiaux privés et publics, fonds de retraites, assurances, trésors publics, multinationales, qui prêtent, empruntent, spéculent sans entraves sur toutes les places financières mondiales, 24 heures sur 24. Les mouvements de capitaux explosèrent, atteignant des sommes colossales : 1 000 milliards de dollars par jour, 50 fois plus que la valeur du commerce international des biens et services.

De fortes spéculations agitèrent les marchés monétaires. Les risques qu'elles faisaient dès lors courir à l'économie devinrent si graves que les Etats des pays européens ne pouvaient pas ne pas tenter de les empêcher, en particulier dans le domaine géographique qui constituait leur marché essentiel (les deux tiers des échanges extérieurs des pays de la future zone euro s'effectuent à l'intérieur de cette zone).

C'est pourquoi ils s'engagèrent dans la création de l'euro. En 1992 à Maastricht, les Douze Etats de l'Union Européenne, fixèrent les conditions de la naissance d'une union économique et monétaire.

Les critères de Maastricht – entre autres, la limitation des déficits publics à 3 % du revenu national, la limitation de la dette des Etats à moins de 60 % du PIB, et du taux d'inflation à 1,5 %- sont une tentative de résoudre le problème essentiel posé par la création d'une monnaie unique à plusieurs pays, ayant chacun leur Etat et leur économie, qui forment un ensemble hétérogène, avec de profondes inégalités, beaucoup plus importantes que celles existant au sein de chaque pays entre plusieurs régions.

En mettant en place l'euro, les gouvernements européens voulaient faire en sorte que le marché européen devienne en quelque sorte un marché intérieur, protégé des vicissitudes des fluctuations monétaires, comme c'est le cas par exemple aux Etats-Unis dont le marché intérieur constitue le marché essentiel pour les trusts américains.

Mais là s'arrête la comparaison. Il y a un problème de taille en effet dans la création d'une monnaie unique en Europe. C'est l'absence de l'Etat européen qui pourrait en assurer la stabilité.

Les représentants de la bourgeoisie en sont bien conscients, c'est un des problèmes qu'ils se posent, depuis la naissance du Marché Commun, au-delà de leur propagande de politiciens soucieux d'essayer de faire croire à la population que ce sont de grands et nobles objectifs qui déterminent leurs choix politiques. Les Etats-Unis doivent leur puissance avant tout au fait que leur économie s'est développée à l'échelle d'un continent dans le cadre d'un seul Etat national. Seule une unification politique de l'Europe, la constitution d'un Etat, d'une fédération, d'Etats-Unis d'Europe, pourrait faire pièce à cette puissance.

Or, l'Union Européenne - combien de fois les politiciens ou la presse l'ont-ils déploré - n'est même pas capable de parler d'une seule voix sur la scène internationale car chaque Etat continue à défendre avant tout les intérêts de sa bourgeoisie nationale, de ses trusts.

La seule politique réellement commune à tous les gouvernements d'Europe, c'est cette volonté de s'en prendre aux classes ouvrières, consignée par écrit dans les traités de Maastricht, d'Amsterdam ou de Lisbonne.

La crise actuelle, aboutissement de vingt ans d'offensive libérale contre les droits des travailleurs et des peuples...

Depuis les vingt dernières années, il ne s'est agi pour la bourgeoisie, ou du moins, sa fraction la plus puissante et la plus riche, l'oligarchie financière, celle des trusts, des banques, des fonds d'investissements, que de faciliter son pillage, de s'ouvrir un champ d'action plus vaste, de soumettre à leur mainmise le moindre recoin de la vie sociale pour y parasiter les richesses créées par le travail collectif.

Les trusts et leurs Etats n'ont cessé de reprendre aux travailleurs et aux peuples toutes les concessions qu'ils avaient dû leur faire sous la pression de leurs luttes et dans le cadre des rapports internationaux tels qu'ils avaient été configurés par les vagues révolutionnaires du vingtième siècle.

D'une certaine manière, s'est réalisé le souhait qu'exprimait, au moment du lancement de l'euro, le journal économique Business Week : « *La monnaie unique va probablement déclencher un processus de marché irréversible qui balayera les structures si chères à la vieille Europe : banques et entreprises d'Etat, rigidité de la main d'oeuvre, retraites généreuses. A leur place, pourrait émerger une économie très compétitive* ».

Ce soi-disant processus, en réalité une violente offensive, a été couronné de succès, comme partout ailleurs dans le monde. C'est ce succès qui a précipité la crise.

Dans cette situation, et à l'encontre de tous ceux qui laissent entendre, comme l'ont fait les dirigeants de l'UMP mais aussi du PS après le G20, qu'il pourrait y avoir une communauté d'intérêts entre les populations et les gouvernements et leurs commanditaires patronaux, la seule question qui se pose est : qui va faire les frais de la crise, des travailleurs, des populations ou de l'oligarchie financière qui en est responsable ?

Le combat pour un plan d'urgence sociale et démocratique à l'échelle européenne est à l'ordre du jour. Il ne peut se mener qu'en rupture avec cette Europe de la finance et des trusts, dans la perspective d'une Europe des travailleurs et des peuples, d'Etats-Unis socialistes d'Europe.

Car c'est bien à l'échelle européenne que les peuples pourront apporter une réponse à la crise.

Les réponses que les autorités européennes prétendent apporter à la crise sont l'illustration des contradictions dans lesquelles elles sont empêtrées. Les Etats de l'UE sont incapables d'adopter une politique réellement commune, le budget européen dont ils disposent est d'ailleurs dérisoire, mais c'est la même politique qui est mise en œuvre par tous les Etats nationaux, renflouer à fonds perdus ceux-là mêmes qui sont responsables de la crise et faire payer cette crise à la population, aux travailleurs qui n'y ont aucune responsabilité. Leur Europe est incapable d'être autre chose qu'une entente contre les peuples de bourgeoisies soucieuses de leurs intérêts nationaux et de leurs prérogatives.

La crise à son tour ne peut qu'accentuer les contradictions de la construction européenne. Elle a déjà provoqué la faillite de quelques-uns des Etats les plus faibles et entraîné la chute de plusieurs gouvernements. Elle ouvre une période de crises sociales et politiques, de convulsions qui peuvent tout aussi bien faire éclater la monnaie unique ou l'Union européenne elle-même.

Vers les Etats-Unis socialistes d'Europe

La seule Europe possible, c'est celle des travailleurs. Seule, la classe ouvrière, parce qu'elle n'a aucun privilège, aucune propriété à défendre, a intérêt à l'abolition des frontières. Il faut seulement qu'elle ait conscience de sa force et de ses possibilités.

Dans les années 30, le mot d'ordre des révolutionnaires par rapport à l'Europe était les « *Etats-Unis socialistes d'Europe* ». C'était une proclamation opposée à la guerre impérialiste et condamnant les rivalités nationales, la seule perspective pouvant empêcher la guerre, à une époque où les impérialismes européens pouvaient encore jeter leurs peuples les uns contre les autres.

Cette époque est révolue.

Une guerre entre la France et l'Allemagne est désormais impossible, tant l'interpénétration de leurs relations économiques a développé la conscience d'appartenir à une même unité territoriale, tant, également, la barbarie des deux guerres mondiales a suscité d'aversion. Dans cet intervalle de cinquante années, ont mûri les

conditions économiques et sociales qui font de ce mot d'ordre des Etats-unis socialistes d'Europe, un objectif réellement à la portée des classes ouvrières.

Depuis la fin des années 50, l'interdépendance des pays d'Europe et en particulier de la France et de l'Allemagne a resserré les liens existant entre leurs peuples. Les frontières déjà dépassées à l'échelle mondiale le sont d'autant plus à l'échelle d'un continent. Les progrès techniques dans le domaine des transports et des communications ont réduit les obstacles géographiques qui pourraient s'opposer à ce que des peuples fasse partie d'un même territoire unifié politiquement. L'organisation de l'économie, de la production, la division du travail qui s'opère à l'échelle internationale, les moyens déjà utilisés par des trusts qui planifient leur production à l'échelle de continents entiers, constituent d'ores et déjà les bases sur lesquelles pourrait se construire l'économie des Etats-Unis socialistes d'Europe. C'est d'ailleurs déjà le cas pour l'ensemble du monde.

Il n'y a d'ores et déjà plus d'obstacles techniques à l'organisation rationnelle de la production pour satisfaire les besoins des hommes, au contrôle de l'ensemble de l'économie par toute la population. Le seul obstacle tient à l'organisation de la société, à sa division en classes, à la domination bourgeoise, qui trouvent leur prolongement dans l'existence d'Etats nationaux. Avec la mise en place de l'euro et l'ouverture des frontières dans tous les secteurs de l'économie, ce n'est plus seulement la fraction de la classe ouvrière qui travaille dans les trusts qui a pu en quelque sorte toucher du doigt cette réalité, c'est l'ensemble du monde du travail et de la population, tant l'ensemble de la vie sociale est marqué par la pénétration croissante dans tous les pays d'Europe des mêmes banques, assurances, compagnies de téléphones, d'électricité...

La contradiction entre le progrès que constitue cette interpénétration, et l'arriération sociale qu'est l'exploitation capitaliste qui empêche une libre coopération des peuples, apparaît clairement.

La bourgeoisie a mis en place les éléments qui facilitent cette prise de conscience. Avec l'euro, la Banque Centrale Européenne, la convergence des politiques économiques dans chaque pays, elle travaille elle-même, bien malgré elle, à l'unification de la révolte contre son ordre social, qui ne peut plus masquer sa nature réelle de dictature du capital financier.

La prochaine étape, qui est devant nous, et qui mènera à la réalisation du mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe, c'est celle de la convergence des luttes ouvrières, à l'échelle européenne, de l'émergence à travers les combats qui se mèneront contre les conséquences sociales désastreuses d'une politique concertée à cette échelle entre les trusts, de la conscience non seulement d'appartenir à une seule classe ouvrière, mais de représenter le seul avenir pour l'ensemble des populations d'Europe. Cette étape elle-même s'inscrit dans une évolution plus large, celle de la transformation de la société à l'échelle de la planète.

Galia Trépère

[Au sommaire](#)

150^{ème} anniversaire de la parution de « l'Origine des espèces »

Evolution et émergence des sociétés humaines

S'il est un point sur lequel la théorie de l'évolution de Darwin continue de susciter incompréhensions et polémiques, c'est la révolution qu'elle a provoqué dans notre vision de la place de l'homme dans la nature en montrant la continuité de l'émergence des sociétés humaines avec l'ensemble de l'évolution du monde vivant, en établissant le lien entre évolution biologique et histoire humaine.

La question de l'origine des sociétés humaines, sa place dans la théorie de l'évolution, est un problème fondamental pour tous ceux qui se posent la question de comprendre la société, son histoire, pour pouvoir agir consciemment en son sein. Darwin a été caricaturé et attaqué parce que sa théorie bouscule bien des préjugés, notamment ceux qui consistent à voir dans l'homme un être à part, devant dominer la nature. Ce sont ces préjugés qui, coupant ainsi l'homme de sa filiation naturelle, l'empêchent de se penser lui-même et servent de base à toutes les justifications des hiérarchies sociales, des divisions en classes dominantes et dominées, qu'elles s'appuient sur des dogmes religieux ou sur une morale bien pensante.

C'est d'ailleurs au nom de ce type de préjugés sociaux que de soi-disant défenseurs de la théorie de l'évolution ont prétendu retrouver dans la société capitaliste l'aboutissement d'une loi naturelle de l'évolution reposant sur « *la loi du plus fort* », ce que Darwin n'a jamais défendu. Ce sont ces caricatures de la théorie de Darwin qui ont pu servir de base à la justification des inégalités sociales, du racisme, voire de conceptions eugénistes.

La question des origines de l'homme nous ramène à la question de ce qui distingue réellement l'homme des animaux. Les religions trouvent un ultime rempart dans la difficulté des hommes à penser leur vraie nature, leur continuité et leur particularité avec le reste du monde animal. Elles ont toujours opposé à la continuité défendue par Darwin le préjugé d'une différence fondamentale entre l'homme et l'animal. L'évolution du monde animal, d'accord ! Mais les hommes restent à part ! La pensée abstraite, l'intelligence, la « morale », bref tout ce que la religion résume dans le terme fourre-tout d'« âme », serait l'ultime trace du petit coup de pouce de Dieu pour faire de l'homme un être unique.

Conscient du caractère fondamental et donc d'autant plus brûlant de la question, Darwin l'a d'abord laissé de côté, se consacrant à étayer sa conception matérialiste de l'évolution. Ainsi dans « *L'origine des espèces* » la question n'est qu'évoquée dans la conclusion où, parlant des perspectives d'études qu'ouvre sa théorie, il précise qu'il s'agira de faire « *une vive lumière sur l'origine de l'homme et sur son histoire* ».

Il attendra onze années avant de publier sur ce sujet deux livres « *La filiation de l'homme et la sélection sexuelle* » en 1871, puis en 1872 « *L'expression des émotions chez l'homme et les animaux* ». Onze années employées à accumuler de nouveaux faits, de nouvelles preuves pour défendre « *L'origine des espèces* » contre ses détracteurs, mais aussi pour passer tout le règne animal en revue afin d'y intégrer l'homme et mettre l'émergence des sociétés humaines en perspective avec l'évolution du monde vivant.

Ainsi Darwin a inscrit l'apparition de la société humaine avec ses particularités culturelles dans la continuité de l'évolution du monde vivant, contribuant à bouleverser la façon dont les hommes pensent leur place dans le monde. Conscient des remises en cause qu'impliquait son travail, il écrivait : « *La principale conclusion à laquelle je suis parvenu dans cet ouvrage, à savoir que l'homme descend de quelque forme d'organisation inférieure, sera, je regrette de le penser, hautement déplaisante pour beaucoup* ».

[Lire l'article complet sur le site www.npa-debatrevolutionnaire.org](http://www.npa-debatrevolutionnaire.org)

Bruno Bajou

[Au sommaire](#)